

Créons un mouvement pour une société alternative

René Berthier

La crise économique que traverse la planète en 2009 n'est que l'expression exacerbée d'une crise permanente commencée il y a plus de trente ans avec la mise en œuvre des politiques néo-libérales sous les règnes de Thatcher et de Reagan.

Les Etats et les institutions internationales ont mené, contre les acquis sociaux, une attaque sans précédent, d'une manière persévérante et organisée.

Les pays du tiers monde ont été mis en coupe réglée par les grandes institutions internationales dont les politiques ont détruit la capacité de beaucoup d'entre eux à se nourrir eux-mêmes, et qui ont accru leur dépendance économique et politique envers les métropoles industrielles.

Les citoyens des pays du « Nord », selon le terme maintenant consacré, commencent à se rendre compte que ce que les habitants des pays du « Sud » ont subi pendant si longtemps devient maintenant leur lot à eux aussi. Le tiers monde n'est plus une notion géographique, puisque les conditions de vie qui le caractérisent se répandent à une vitesse inquiétante dans les pays occidentaux et ceux qui sont en voie d'industrialisation rapide.

Les tenants de l'économie libérale qui profitent du système actuel, ou qui s'imaginent en profiter, nous assurent que le capitalisme est éternel, surtout depuis l'effondrement du bloc capitaliste d'Etat qui se proclamait « communiste ». Les lois de l'économie sont immuables, nous dit-on, et il n'est pas plus possible de les contourner que la loi de la gravité.

Pour la première fois depuis le début de la révolution industrielle, les jeunes générations vivront moins bien que leurs parents : le mythe

du progrès indéfini est battu en brèche. On assiste à un phénomène inédit, qui prend un caractère de masse : de plus en plus de salariés, y compris ceux qui ont un emploi fixe, parfois même des fonctionnaires, sont sans domicile fixe. Les salaires moyens ne suffisent plus, et de loin, à assurer une vie décente.

Les politiques fiscales tendent de plus en plus, et de manière de plus en plus cynique, à réduire les impôts des riches.

Il n'y a pas de fatalité à cette situation, qui résulte non pas de lois incontournables de l'économie, mais de choix *politiques*. Cette situation résulte également du matraquage idéologique savamment orchestré depuis des dizaines d'années pour convaincre la population d'accepter son sort.

Pourtant, d'énormes profits, des profits colossaux sont réalisés. Ces profits enrichissent une infime minorité de la population de la planète dont le comportement révèle une arrogance peut-être pire encore que celle de l'aristocratie de l'Ancien régime. Windischgraetz, un prince allemand du XIX^e siècle, disait que l'homme commençait au baron, signifiant par là que tout ce qui était en dessous du baron n'était au fond que du bétail. Les riches d'aujourd'hui et ceux qui les servent se comportent de la même façon, voire pire. Nous sommes du bétail. Avec une indécence invraisemblable, ils s'approprient l'argent des contribuables versé pour réparer leurs propres erreurs, erreurs pour lesquelles ils ne rendront jamais de comptes.

Les rémunérations obscènes que les dirigeants des grands groupes capitalistes s'attribuent, même lorsqu'ils ont coulé leur entreprise, scandalisent la population. Que fait Sarkosi ? Il décide de « moraliser » ces rémunérations par décret. Ne soyons pas naïf : il n'agit pas ainsi pour avoir les coudées franches pour agir, mais pour sauver la mise des grands patrons. En effet, même les élus de droite s'émeuvent. Un débat à l'Assemblée nationale risquerait d'aller trop loin pour ceux dont Sarkosi est le commis.

* * *

Depuis plus d'un siècle, les socialistes aspirent au pouvoir et affirment qu'ils pourront engager des réformes qui amélioreront de manière définitive le sort de la population. Une fois au pouvoir, ils renient leurs engagements et mènent des politiques de compromis avec le grand capital. De telles pratiques conduisent les électeurs des classes populaires à la démoralisation et les incitent à écouter le discours démagogique de la droite.

Si les électeurs votent mal, comme ce fut le cas dans plusieurs pays à propos de l'Europe (Pays-Bas, France, Irlande) on leur explique qu'ils ont eu tort et on les appelle à voter de nouveau, sans rien modifier du projet initial sur lequel les électeurs se sont prononcés.

Les groupes de l'extrême gauche marxiste ont vécu pendant quatre-vingts ans dans un délire d'identification avec la Révolution russe et ont voulu faire croire qu'un jour, peut-être, ils pourront renouveler l'expérience des bolcheviks, non plus dans un pays sous-développé et sans pratiquement de classe ouvrière, mais dans un pays industrialisé. C'était du délire.

Les gauchistes léninistes ont fini par se rendre compte qu'ils ne pourront plus jamais « prendre le Palais d'Hiver ». Ils se reconvertissent en simples partis social-démocrates qui développent, sans aucune imagination, des revendications un ou deux crans plus à gauche que leurs homologues dits « réformistes », lesquels d'ailleurs ne sont même plus réformistes. Qui aurait pu croire il y a vingt – non, dix ans – que Lutte ouvrière puisse envisager des accords électoraux avec le PS ? Quant au « nouveau » parti « anticapitaliste », dont on ne sait pas ce qu'il a de nouveau, il s'est constitué sur des bases tellement floues, afin de ratisser le plus large possible, qu'il n'a même pas été capable de se trouver une dénomination positive. Un parti qui veut *construire* quelque chose ne se dit pas « anti... »

Les communistes « orthodoxes » ont vécu depuis les années vingt dans une position de dédoublement de la personnalité, l'une qui se réclamait verbalement d'Octobre 1917, l'autre qui rêvait de participer au pouvoir avec les social-démocrates. Ils se sont effondrés au moment même où ces derniers leur ont accordé des strapontins au gouvernement. Dès lors qu'il n'y avait pratiquement plus de différence entre le parti communiste et le parti socialiste, les électeurs ont voté « réaliste ».

Pourtant, l'existence d'un parti communiste constituait indéniablement un contre-poids aux projets de régression sociale du pouvoir et des grands groupes capitalistes. Ayant fait le constat qu'il ne pourrait jamais « prendre le pouvoir », il aurait pu continuer de jouer son rôle de défense des travailleurs et des couches les moins favorisées de la population, en les organisant et en les mobilisant. Bien plus que l'effondrement du modèle soviétique, c'est sa participation au pouvoir avec les socialistes qui a été la cause de sa chute. Les libertaires ne se réjouissent pas d'une telle situation.

Le constat était donc le suivant : communistes et socialistes ne pourront jamais prendre le pouvoir en vue de mettre en place des modifications profondes de la société, parce qu'ils sont *totale*

dénués de la moindre idée sur ce qu'il faut faire.

Communistes et socialistes sont aujourd'hui en pleine déliquescence.

Le mouvement syndical, quant lui, est en plein délire d'intégration dans le capitalisme et les institutions européennes. La CGT, qui a été la dernière à suivre ce processus, met progressivement en place des mesures qui ôtent aux structures fondamentales de l'organisation – les syndicats – toute autonomie d'action et tout pouvoir de décision. Si l'évolution se poursuit, il ne sera même plus possible de la considérer comme une organisation syndicale. Bientôt, les organisations syndicales n'auront même plus besoin d'adhérents : elles toucheront des subsides de l'Europe en fonction de leurs résultats aux élections professionnelles et les dirigeants syndicaux seront des fonctionnaires appointés.

Du côté libertaire également, il est nécessaire de faire le bilan. Les exemples historiques de mouvements de masse influencés par les libertaires ne sont plus reproductibles aujourd'hui. Pour construire une organisation d'un million d'adhérents capables de mener la population laborieuse à reprendre en main presque instantanément la production industrielle, agricole, les transports et les services, comme en Espagne en 1936, il a fallu soixante-dix ans de propagande syndicaliste incessante. Sommes-nous prêts à faire la même chose ?

Cela ne signifie pas qu'il nous faut attendre jusqu'en 2080 pour espérer pouvoir intervenir.

Cela signifie qu'il faut dès aujourd'hui commencer à construire un mouvement dont la vocation est d'être un mouvement de masse intervenant directement dans le domaine social, sans l'intermédiaire d'un parti qui veut faire croire qu'il réussira à prendre le pouvoir un jour. En effet, l'expérience depuis plus d'un siècle a amplement montré que le pouvoir politique, qu'il ait été obtenu par les élections en Europe occidentale ou par la voie insurrectionnelle en Russie, est incapable de donner au peuple travailler la maîtrise de son propre destin.

Il faut trouver autre chose.

Les libertaires aujourd'hui sont présents sur tous les fronts de lutte. Ils sont extrêmement actifs. Ils sont engagés dans tous les combats, mais la plupart du temps ils ne sont que les supplétifs d'autres forces. Il faut aujourd'hui qu'ils se coordonnent, qu'ils s'organisent et qu'ils deviennent une force motrice, indépendante de la social-démocratie réformiste ou radicale.

Mais, surtout, il faut que les combats qu'ils mènent soient soutenus par un projet social cohérent. Il faut imaginer une « utopie réaliste » : non pas un rêve fondé sur des désirs mais un projet

politique fondé sur l'observation de la réalité d'aujourd'hui ; un projet qui ne se limitera pas à proposer des revendications deux crans plus à gauche.

« Un programme politique n'a de valeur que lorsque, sortant des généralités vagues, il détermine bien précisément les institutions qu'il propose à la place de celles qu'il veut renverser ou réformer », disait Bakounine.

L'instauration d'une société libérée de l'exploitation et de l'oppression n'est pas quelque chose qui se produira de manière inévitable, elle ne surviendra que lorsque les masses populaires seront imprégnées de la conscience de leurs droits et de leurs possibilités créatrices. Elle ne surviendra que lorsque une partie très importante de la population aura une idée de ce qu'il est possible de construire à la place du système dominant actuel.

Nous savons qu'une révolution est nécessaire pour modifier l'état de choses actuel, mais nous ne savons pas comment les choses se passeront, et encore moins quand. Nous pouvons seulement supposer que cela ne surviendra pas en reproduisant les schémas du passé.

Nous pouvons aussi supposer que, vu le rythme avec lequel le système capitaliste détruit la planète, il se produira une catastrophe écologique et économique à une échelle globale. Ce jour-là, « prendre le pouvoir politique » n'aura plus de sens : l'humanité ne pourra survivre que si elle est capable de s'associer pour assumer la totalité du pouvoir social, c'est-à-dire d'organiser de manière coordonnée la production, la distribution, la consommation d'une manière globale et égalitaire.

Cela implique cependant de considérables modifications dans les habitudes des populations des pays industriels : en effet, un échange égalitaire entre elles et les pays du tiers monde producteurs des principales matières premières conduirait à une sensible diminution de la consommation pléthorique de produits inutiles ou faisant double emploi. C'est une condition inévitable de l'amélioration des conditions de vie des populations du tiers monde, mais aussi, indirectement, de l'amélioration de la *qualité de vie* des populations des pays industrialisés.

Claude Julien, dans un ouvrage déjà ancien, publié en 1968 explique parfaitement la situation : parlant des Etats-Unis d'Amérique¹, représentant alors 6 % de la population mondiale, il explique que ce pays consommait :

¹ Claude Julien, *L'Empire américain*, Livre de poche, 1968.

30 % de la bauxite produite dans le monde
26 % du nickel,
13 % du manganèse,
25 % de tungstène, de l'amiante et du cuivre,
32 % de l'étain,
23 % du zinc,
14 % du fer et du plomb,
28 % de la potasse,
50 % du café.

Claude Julien commente :

« C'est ainsi qu'une minorité privilégiée (...) consomme le quart, ou le tiers, ou même la moitié des matières premières indispensables à la vie moderne. »

Naturellement, le même raisonnement vaut pour l'ensemble des pays industrialisés : aujourd'hui, 80 % des matières premières de la planète sont consommés par 20 % de la population.

La démonstration est claire : le mode de consommation d'une minorité de la population mondiale vivant dans les pays industriels ne peut pas être étendu à la totalité de la planète. Alors soit on maintient les choses en l'état, et cette minorité continue d'exercer, sous une forme ou une autre, la violence contre la majorité ; soit on invente une forme de coopération directe entre les peuples, qui impliquera inévitablement une remise en cause importante de notre manière de consommer.

Seule une modification en profondeur des fondements mêmes du système économique et politique actuel permettra de mettre en place de réels liens de coopération entre les populations des pays industriels et celles des pays du tiers monde, en dehors de tout cadre étatique.

Il ne s'agit pas de présenter aux élections tous les quatre ou cinq ans des candidats dont on sait qu'ils ne seront pas élus ou qui ne pourront rien faire : il s'agit de construire dès maintenant un mouvement de masse dont les formes seront une anticipation de la société que nous voulons bâtir et qui, le moment venu, remplacera les Etats par l'association des peuples.